

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 2 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOUNY

**PUY LA BOUSSETTE
PARCELLES 892-1212 ET 1213 SECTION F
19500 Turenne**

Références : 2025-12-02 UiD192025-0129r georisques
Code AIOT : 0100057537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement BOUNY implanté PUY LA BOUSSETTE PARCELLES 892-1212 ET 1213 SECTION F 19500 Turenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUNY
- PUY LA BOUSSETTE PARCELLES 892-1212 ET 1213 SECTION F 19500 Turenne
- Code AIOT : 0100057537
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette inspection vise à vérifier que la SCI BOUNY s'est conformée aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 13/01/2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Régularisation de la situation administrative	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Suspension d'activité	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 27/11/2025 a permis de constater que le gérant de la SCI Bouny s'est conformé aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 13/01/2025. Celle-ci peut être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation de la situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation de la situation administrative
Prescription contrôlée : La SCI BOUNY, dont le représentant M. Roland BOUNY est domicilié au Bourg sur la commune de JUGEALS-NAZARETH, est mise en demeure, sous un délai de 6 mois , de procéder à l'évacuation, vers des installations agréées, de l'ensemble des déchets situés sur les parcelles F 892, F 1212 et F 1213 situées sur la commune de TURENNE et de cesser toute réception de déchets. Un bilan mensuel de l'état d'avancement des opérations d'évacuation, accompagné des justificatifs requis, sera adressé à l'inspection des installations classées. Les délais précités courent à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant.
Constats : La SCI BOUNY, dont le représentant M. Roland BOUNY est domicilié au Bourg sur la commune de JUGEALS-NAZARETH, a évacué vers des installations agréées l'ensemble des déchets situés sur les parcelles F 892, F 1212 et F 1213 situées sur la commune de TURENNE et a cessé toute réception de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Suspension d'activité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Suspension d'activité
Prescription contrôlée : En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, l'activité de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux est suspendue sans délai. Tout nouvel apport de déchets sur le site est interdit sans délai.
Constats : L'activité de transit, regroupement et tri de véhicules abandonnés, accidentés et hors d'usage est suspendue. M. Roland BOUNY, gérant du garage Bouny, réalise des démarches auprès de la mairie et services de l'Etat en vu d'aménager une fourrière sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure